

ECONOMIE GENERALE

IUFM AUVERGNE

Arnaud Diemer, MCF

diemera@aol.com

Introduction

La science économique, encore appelée *Economie politique* au 19^{ème} siècle, est une science qui a à peine plus de deux siècles et demi. Bien que l'École des physiocrates soit souvent mentionnée dans les manuels d'histoire de la pensée économique (Béraud, Faccarello, 1992), l'acte de naissance est daté de 1776, année de la parution de l'ouvrage d'Adam Smith, « *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* ». L'économie devient la science des richesses et le problème central est celui de la rareté. Alors que les besoins des individus sont illimités, les facteurs de production (terre, travail, capital) ne sont disponibles qu'en quantité limitée. Se pose ainsi la question de la gestion des ressources rares et la résolution de trois problèmes économiques fondamentaux (quels biens faut-il produire ? Comment produire ces biens ? Pour qui ces biens doivent-ils être produits ?). Deux démarches, complémentaires, sont généralement prescrites. La microéconomie s'intéresse aux activités des unités économiques individuelles (entreprises, consommateurs...) et étudie l'ensemble des choix des agents économiques. La macroéconomie étudie divers agrégats tels que le niveau du chômage, de la croissance, de l'inflation au sein d'une économie. Cette double démarche s'appuie généralement sur une méthode « scientifique » (observation et induction) comparable à celle des sciences exactes (théorie, modèles). Si l'économie constitue bien une science, il convient toutefois de ne pas oublier son objet d'étude. En s'intéressant au comportement humain, elle reste étroitement liée aux autres sciences sociales (histoire, sociologie, politique, psychologie...).

Objet de la science économique

De nombreux économistes ont cherché à analyser avec précision l'objet de la science économique. Dans son ouvrage *Economique* (1982), Paul Samuelson, Prix Nobel de Sciences Economiques en 1970, considère que « *la science économique recherche comment les hommes et la société décident, en faisant ou non usage de la monnaie, d'affecter des ressources productives rares à la production à travers le temps de marchandises et services variés et de répartir ceux-ci, à des fins de consommation présente ou future, entre les différents individus et collectivités constituant la société. Elle analyse donc coûts et profits qui résultent de meilleurs structures d'utilisation des ressources* » (1982, p. 8). Deux aspects fondamentaux ressortent de cette définition : les agents économiques cherchent à satisfaire des besoins qu'ils associent à des biens et des services ; la science économique analyse l'ajustement des moyens dont ils disposent.

On peut en effet considérer que les agents économiques ont des besoins, qui, parce qu'ils se renouvellent et se diversifient sans cesse, peuvent être considérés comme illimités. Ces besoins et leurs satisfactions constituent la raison et le but de l'activité économique. Ces besoins présentent les trois caractéristiques suivantes (Flouzat, 1982) : **la multiplicité**, à côté des besoins vitaux (nourriture, logement, habillement...) apparaît sans cesse de nouveaux besoins¹ (besoins matériels, culturels...) ; **la satiété** (l'intensité d'un besoin diminue au fur et à mesure qu'il est satisfait) ; **l'interdépendance** (les besoins sont souvent substituables même imparfaitement les uns aux autres, et également complémentaires).

Face à ces besoins, ils existent des biens. Les biens économiques sont tout simplement les moyens qui permettent de satisfaire les besoins. Toutefois, contrairement aux besoins qui sont illimités, les biens sont relativement rares étant donné qu'ils sont produits à partir de facteurs de production (capital, travail, terre) eux mêmes rares. Il existerait ainsi un certain degré de rationnement des agents économiques. Les biens sont généralement classés en fonction de leur

¹ Dans un ouvrage intitulé « *The Affluent Society* », traduit sous le titre « *l'Ere de l'opulence* », John Kenneth Galbraith (1958) a mis en lumière le fait que les consommateurs américains avaient dépassé le seuil des nécessités physiologiques et que très souvent, ils passaient d'un achat à l'autre en réagissant aux pressions de la mode et de la publicité.

nature ou de leur utilisation dans le processus de production. En ce qui concerne la nature physique des biens, on distingue les biens matériels (produits physiques) et les services. Quant à leur utilisation dans le processus de production, il convient de présenter **les biens de consommation** (ils permettent directement de satisfaire les besoins des consommateurs, on parle de biens finals), **les biens de production** (permettant d'obtenir d'autres biens sans être détruits lors du premier usage), et les biens intermédiaires (biens dont la transformation et la combinaison donneront lieu à un bien de production ou de consommation).

L'individu cherchera donc à utiliser au mieux les ressources rares dont ils disposent pour satisfaire ses besoins (illimités). Dit autrement, il cherchera à minimiser sa dépense en vue d'atteindre un niveau donné de satisfaction. Cet ajustement rationnel des moyens aux fins qui s'impose à lui relève de choix économiques et définit le domaine du calcul économique.

Trois types d'actes (Jean-Baptiste Say, 1803) sont susceptibles de faire l'objet d'un tel calcul : la production, la répartition, la dépense (la consommation). A l'occasion de ces grandes étapes de la vie économiques, plusieurs questions se posent, ainsi :

La production : Que produire ? Il faut déterminer la nature et la quantité des biens à produire ; Comment produire ? Quelles ressources utiliser, quelle méthode adopter ?

La répartition : Pour qui produire ? A qui est destinée la production ? ; Comment répartir le revenu obtenu grâce à la production ? Part de chacun ?

La dépense : Que faire des revenus distribués ? Consommation ou épargne ; Quels types de biens acheter ? Biens de consommation ou de production ?

La science économique peut ainsi être définie comme la science de l'administration des ressources rares. Elle analyse et explique les modalités selon lesquelles un individu ou une société affecte des moyens limités à la satisfaction des besoins nombreux et illimités. Pour cela, elle s'appuie sur trois démarches profondément différentes mais complémentaires : **la microéconomie**, c'est à dire l'analyse des comportements individuels du producteur ou du consommateur ; **la macroéconomie**, c'est à dire l'analyse des comportements collectifs et globaux ; **la mésoéconomie**, échelon intermédiaire entre la microéconomie et la macroéconomie, elle analyse les groupes qui détiennent suffisamment de pouvoir pour peser sur la destinée de l'économie nationale.

Microéconomie et Macroéconomie

La distinction entre microéconomie et macroéconomie est récente, elle apparaît dans les années 50. Le modèle microéconomique constituait auparavant le cœur de la théorie marginaliste (modèle walrassien). Il s'agissait ainsi de transposer au niveau agrégé les résultats déduits des comportements individuels (Guerrien, 2006), sous la contrainte de l'hypothèse du *no bridge* (problème d'agrégation posé entre les choix individuels et les choix collectifs). A la suite de la crise de 1929, un important mouvement de contestation (mené par John Maynard Keynes) est venu contester l'hégémonie de la théorie néoclassique. Un certain nombre de nouveaux concepts (demande effective, chômage, inflation, équilibre de sous emploi...) ont donné naissance à la macroéconomie en tant que discipline autonome.

La microéconomie s'intéresse à l'affectation des ressources rares à travers un système de prix de marché. Elle met l'accent sur les choix individuels et la notion d'individualisme méthodologique. Parmi les individus (les microéconomistes utilisent le terme d'agents économiques), le producteur et le consommateur occupent une place privilégiée. La démarche microéconomique procède généralement en deux étapes. Dans un premier temps, on décrit les caractéristiques des unités de base (agents) de l'économie. Le producteur, sous la contrainte de sa fonction de production, cherche à maximiser ses profits. Le consommateur, sous la contrainte de son revenu, cherche à maximiser son utilité. Les deux agents doivent faire des **choix rationnels**, c'est-à-dire mettre en balance les coûts et les bénéfices d'une décision (le consommateur doit acquérir tel ou tel bien ; l'entreprise devra produire tel ou tel bien). Tout choix impose un sacrifice (le consommateur qui achète un bien, renoncera à un autre bien). Ce sacrifice porte le nom de **coût d'opportunité**. Il correspond « à la

meilleure option à laquelle on a dû renoncer » (Sloman, 2008, p. 14). En matière de choix rationnel, les microéconomistes feront souvent référence aux coûts marginaux et aux bénéfices marginaux. On parle également de **calcul à la marge**. La production d'une voiture supplémentaire vaut-elle la peine de sacrifier d'autres produits qu'il aurait été possible de produire ? Ainsi si le bénéfice marginal excède le coût marginal, il sera rationnel pour une entreprise de continuer à produire ce bien. Dans un second temps, on précise le cadre dans lequel les unités de base (agents) interagissent, c'est-à-dire le cadre dans lequel les décisions sont prises et les transactions effectuées. Si le nombre d'agents est important, si les agents sont libres et autonomes et si les échanges se font à partir d'un système de prix, alors le cadre identifié sera le marché. La structure du marché peut prendre plusieurs formes. Si les microéconomistes ont longtemps privilégié le modèle de la **concurrence pure et parfaite**, il existe également des modèles qui relèvent de la concurrence imparfaite (monopole, duopole, oligopole). Ces modèles se caractérisent par une centralisation de l'information et des échanges. Il existe également des modèles comportant très peu d'agents. Ces derniers peuvent ainsi négocier le prix d'un bien ou les conditions d'un contrat. Ces modèles relèvent de la négociation bilatérale et l'accent est généralement mis sur **l'asymétrie d'information**.

Si la microéconomie s'est progressivement imposée dans l'enseignement de l'économie, quatre raisons peuvent expliquer ce succès. La première renvoie au contenu scientifique de la démarche. La microéconomie se prête au calcul mathématique. La deuxième réside dans sa simplicité. En concurrence parfaite, tous les agents économiques (consommateurs et producteurs) sont des preneurs de prix. Les prix concernent toute la durée de vie de l'économie (existence de marchés complets et absence d'incertitude). Les conjectures des agents sont également naïves, quels que soient les prix affichés, ils font comme s'ils étaient en équilibre. La troisième renvoie au caractère normatif du modèle. Il est généralement admis, à tort ou à raison, que le modèle de concurrence parfaite doit conduire à un relâchement des hypothèses, c'est-à-dire à un certain réalisme du modèle. La quatrième raison tient à la sophistication et à la diversité des modèles. Plusieurs évolutions (prise en compte de la nature de la firme, analyse des acteurs à l'intérieur de l'entreprise, analyse des stratégies des concurrents...) ont donné un contenu opérationnel à la microéconomie. La dernière en date, la théorie des jeux, a amené les microéconomistes à se pencher sur les croyances des agents économiques.

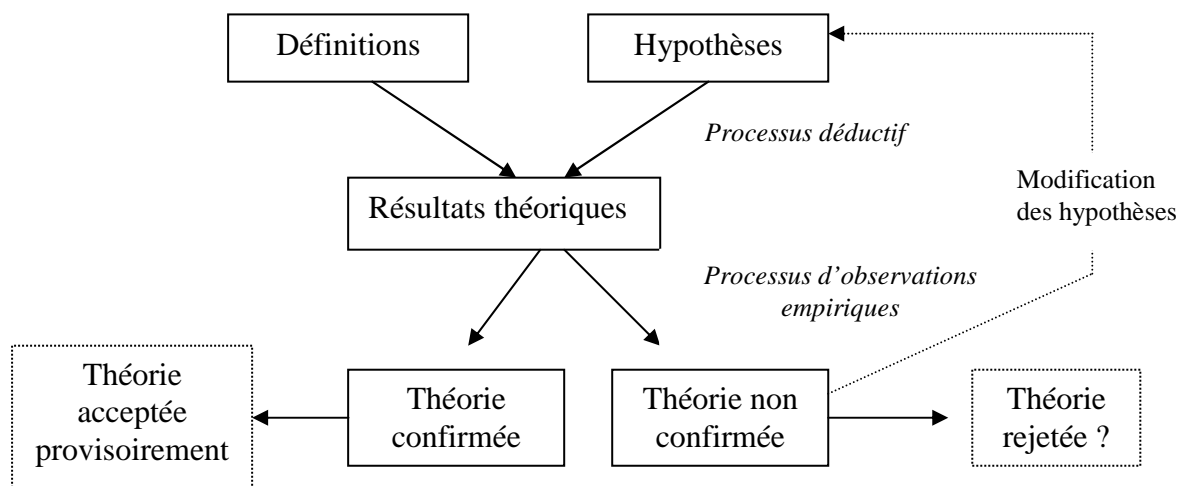
La macroéconomie, d'inspiration keynésienne, consiste à analyser l'économie d'un pays d'un point de vue global, à travers les relations qui peuvent exister entre ses agrégats. Edmond Alphandéry (1976, p. XIII) précise que « *les phénomènes économiques qui intéressent la collectivité nationale... sont essentiellement au nombre de cinq* » : le chômage, l'inflation, le déséquilibre des échanges extérieurs, les fluctuations de l'activité économique et la croissance économique. Certaines relations sont de type comptable. Tel est le cas de l'égalité entre les ressources et les emplois d'une économie nationale ($\text{PIB} + \text{importations} = \text{consommation} + \text{investissement} \pm \text{variation de stocks} + \text{exportations}$). D'autres décrivent des comportements (demande de monnaie keynésienne). Les modèles macroéconomiques tentent de rendre compte des niveaux d'équilibre des différents agrégats en s'appuyant sur les données statistiques (chômage, inflation) et l'économétrie (modèles de prévision, de projection et de simulation). A partir des années 70, les économistes ont accordé une place croissante aux modèles qui recherchaient les fondements microéconomiques de la macroéconomie. Afin de contourner le problème du *No Bridge*, ces modèles ont la particularité de comporter très peu d'agents (on parle d'agents représentatifs) et d'étudier des phénomènes typiquement macroéconomiques (inflation, chômage...).

La nature du raisonnement économique

Les étudiants ainsi que les non économistes sont souvent déçus par l'importance de la théorie pour les économistes. Pour eux, l'économie tient plutôt de l'art de bien gérer l'Etat, l'entreprise ou encore le budget familial. On attend ainsi de l'économiste un diagnostic puis des

remèdes à des situations concrètes. L'avènement des débats théoriques a rendu l'économie relativement incompréhensible et abstraite aux yeux du candide que nous sommes. Pourtant la théorie, conçue comme un ensemble d'hypothèses et de postulats, doit nous permettre de comprendre et d'analyser l'environnement dans lequel nous vivons afin d'en tirer certaines lois et principes. En ce sens, toute science a besoin de théories. Dans l'introduction générale de son ouvrage « *Economie politique* » (1986), Gilbert Abraham-Frois rappelait que la volonté de faire de l'économie une science s'est manifestée durant la seconde moitié du 19^{ème} siècle, à la suite des travaux des marginalistes (Walras, Marshall, Pareto...). C'est à eux que l'on doit « *l'idée même d'une science économique calquée sur le modèle des sciences exactes et s'éloignant donc de l'économie politique classique* » (1986, p. XIV). Or l'économie s'intéresse également au comportement humain, d'où son qualificatif de science sociale. Par ailleurs, les économistes jouent un rôle majeur dans la détermination de la politique économique. Economie et Politique se côtoient sur la base d'énoncés normatif ou positif.

Le vocable « *Science économique* » est sans ambiguïté. Il faut entendre par là le fait que les économistes utilisent une méthodologie qui se rapproche beaucoup de celle de leurs collègues des sciences naturelles. Le scientifique est amené à bâtir une théorie, ensemble d'idées et de concepts abstraits, permettant d'expliquer et de prédire un phénomène. Plus précisément, une théorie est constituée par un ensemble de définitions et un certain nombre d'hypothèses. Les définitions (marché, concurrence, monopole...) ont pour objet d'indiquer la signification de certains termes. Un premier ensemble d'hypothèses est destiné à spécifier les conditions d'applications de la théorie (il pourra s'agir d'un raisonnement en économie fermée ou en économie ouverte). Un deuxième ensemble d'hypothèses est introduit pour préciser les comportements et les réactions du milieu analysé (il pourra s'agir du comportement de consommation des ménages ou de production des entreprises). A la suite des définitions posées et des hypothèses retenues, le scientifique établira par déduction, les résultats théoriques. La théorie, ainsi élaborée, sera alors confrontée aux faits et jugée, soit cohérente avec les faits constatés, soit démentie par ces derniers. Dans le premier cas, la théorie est provisoirement acceptée. Dans le second cas, il y a un rejet complet de la théorie ou une modification des hypothèses en fonction des observations réalisées.



Selon Abraham-Frois, ce schéma simplifié permet de mettre en évidence « *la nécessité du détour théorique ; il n'existe pas d'observations possibles sans une théorie préalable* » (1986, p. XV). Ainsi, l'économie serait bien une représentation des phénomènes, il n'existerait pas de faits bruts (en d'autres termes et ce qui peut paraître paradoxal, la réalité n'existe pas). Les faits constatés ont déjà été sélectionnés (théorie du fait général obtenue par l'observation et l'induction), construits par les observateurs à l'aide de questionnaires et de cadres comptables conventionnels (exemple de la comptabilité nationale qui permet de mesurer la richesse créée par un pays). Dès lors, l'épreuve des faits (l'observation empirique) ne peut jamais entraîner la confirmation d'une théorie mais au mieux

son acceptation provisoire, en attendant l'élaboration d'une théorie meilleure. En effet, rien ne prouve qu'une autre proposition ne conduirait pas à un résultat identique ou de meilleure qualité. De la même manière, une théorie non confirmée par les faits ne doit pas nécessairement être rejetée. Une modification des hypothèses peut suffire pour valider certains résultats.

La véritable difficulté de l'économiste ne réside pas dans sa capacité d'abstraction mais bien dans le choix des hypothèses, c'est-à-dire dans la construction de son modèle. Un modèle est une représentation simplifiée de la réalité. Selon Gérard Kebabdjian, « *le modèle est un système abstrait dont la construction a pour but d'éliminer les ambiguïtés et les équivoques inévitables du langage. Il permet donc de porter la réflexion à un niveau de rigueur où la logique formelle est applicable* » (1987, p. XI). Contrairement aux modèles économétriques dont la fonction est essentiellement opérationnelle (simulation, prévision, optimisation), les modèles théoriques sont des représentations non chiffrées destinées à étudier les propriétés qualitatives d'un ensemble d'hypothèses d'ordre conceptuel. Un modèle est généralement constitué d'équations (il s'agit principalement de formalisations mathématiques) et de variables. Il existe quatre catégories d'équations. Les *équations de définition* précisent une notion particulière (l'offre est ainsi une fonction croissante du prix alors que la demande est une fonction décroissante du prix). Les *équations comptables* sont toujours réalisées, elles expriment une contrainte d'égalité entre des ressources et des emplois (ainsi le revenu des ménages se décompose en consommation, en épargne et en impôts). Enfin les *équations d'équilibre* expriment ex post la nécessaire égalité entre deux ou plusieurs variables (l'offre est égale à la demande). Les *équations fonctionnelles* constituent le cœur du modèle. On distingue les relations de comportement (illustration de la fonction de consommation) et les relations techniques (exemple de la fonction de production). Les variables se décomposent quant à elles en variables endogènes et variables exogènes. On appelle variable endogène, une variable dont la valeur est donnée par le modèle (par exemple la consommation). On appelle variable exogène, une variable dont la valeur est donnée à l'extérieur du modèle (cette valeur peut être donnée par un autre modèle). Le taux d'imposition des ménages ou des sociétés peut être présenté comme une variable exogène.

Lorsqu'il s'agit de confronter le modèle aux faits, il existe cependant une différence essentielle entre la science économique et les sciences exactes. Cette différence, qui rapproche la science économique des sciences sociales, réside dans le fait que l'expérimentation y est exclue. Si l'on veut par exemple tester la validité de la théorie quantitative de la monnaie pour comprendre l'origine de l'inflation (quand la monnaie augmente, les prix augmentent), il n'est pas possible d'augmenter la quantité de monnaie en circulation pour voir comment réagit le système. Contrairement au chimiste et au biologiste qui peuvent se livrer à des expériences contrôlées, l'économiste devra se borner à des observations sur ce qui s'est passé. La science économique peut ainsi s'appuyer sur l'histoire (l'émergence des innovations ne peut se comprendre sans faire référence aux grandes révolutions industrielles, une crise financière pourra être analysée à partir des crises antérieures). Le rôle de l'analyse et du traitement statistique peut être ici déterminant (analyse des corrélations entre variables économiques). Toutefois, là encore, se pose le problème de la vérification des faits. L'environnement dans lequel évoluent les économistes n'est pas stable. La clause « *Toutes choses égales par ailleurs* » (ceteris paribus) couramment utilisée, n'est donc pas toujours vérifiée. Ajoutons que l'observation, voire sa divulgation, peut entraîner des perturbations supplémentaires. Si une observation (pénurie des stocks de pétrole aux Etats-Unis) laisse présager une hausse des prix de l'essence, la divulgation de cette observation pourrait bien générer des réactions en cascade (rush des consommateurs américains dans les stations service) et aggraver la situation des agents économiques.

Par ailleurs, la science économique s'intéresse au comportement humain. Or comme le souligne John Sloman, dans son ouvrage *Principes d'économie* « *les individus se comportent de façon très variées : ils expriment des goûts spécifiques et affichent des attitudes qui leur sont propres* » (2008, p. 43). Il existerait ainsi différents aspects du comportement humain qui s'avèrent difficiles à prévoir. C'est pourquoi la science économique doit se rapprocher d'autres disciplines telles que la

sociologie, la science politique, la psychologie, l'anthropologie... Autant de sciences sociales dont les champs d'étude chevauchent plus ou moins ceux de l'analyse économique. Les données empiriques sur lesquelles l'économiste est amené à travailler, sont situées dans un cadre structurel et institutionnel historiquement daté. Dès lors, les lois ou principes généraux ont contrairement aux sciences exactes un statut provisoire, qui sera remis en cause par le devenir historique des sociétés. C'est ainsi que l'économie entretient des relations étroites avec la politique. Les économistes jouent un rôle important dans la définition des politiques économiques des gouvernements. Les décisions gouvernementales peuvent faire l'objet d'une approche positive (les économistes se limitent aux faits, une baisse des droits de douane aura des conséquences sur le niveau des importations) et/ou d'une approche normative (il s'agit d'un jugement de valeur qui définit ce qui est bien et ce qui est mal, ainsi le fait que les riches paient plus d'impôt que les pauvres, peut être considéré comme normal dans un pays qui prônerait un système de redistribution en faveur des plus démunis).

Bibliographie

- Abraham-Frois G. (1986), *Economie politique*, Economica
- Alphandéry E. (1976), *Cours d'analyse macroéconomique*, Economica
- Béraud G., Faccarello G. (1992), *Nouvelle histoire de la pensée économique*, La Découverte.
- Come T., Rouet G. (1994), *Microéconomie*, Eyrolles Université
- Galbraith J.K (1958), *The Affluent Society*, Houghton Mifflin, Boston. Traduction française, *l'ère de l'opulence*, Calmann Levy, Paris.
- Guerrien B. (2006), *Dictionnaire d'analyse économique*, Repères, La Découverte
- Flouzat D. (1982), *Analyse économique*, Masson.
- Kebabdjian G. (1987), *Les modèles théoriques de la macroéconomie*, Dunod
- Samuelson P. (1980), *Economics*, McGraw Hill. Traduction française "*Economique*", parue aux éditions Armand Colin, 1982.
- Sloman J. (2008), *Principes d'économie*, 6^e édition, Pearson Education

PLAN DU COURS

PARTIE I : LES FONDEMENTS DE LA SCIENCE ECONOMIQUE

Chap 1 : Les théories économiques

Chap 2 : Capitalisme, Marché et Etat

Chap 3 : La représentation de l'économie

PARTIE II : CARACTERISTIQUES ET LIMITES DE LA CROISSANCE

Chap 4 : La croissance économique

Chap 5 : Les fluctuations et les cycles économiques

Chap 6 : Les déséquilibres économiques (chômage, inflation)

Chap 7 : Les déséquilibres sociaux

Chap 8 : Les déséquilibres environnementaux

PARTIE III : LES MOTEURS DE LA CROISSANCE

Chap 9 : La consommation des ménages

Chap 10 : L'investissement des entreprises

Chap 11 : Les échanges extérieurs

Chap 12 : La politique économique de l'Etat

PARTIE IV : LE FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

Chap 13 : La monnaie et le marché monétaire

Chap 14 : Les marchés financiers

Chap 15 : Le système monétaire international

Chap 16 : L'Europe Economique et Monétaire (UEM)